

LA SITUATION économique française aura rarement paru aussi confuse depuis l'avènement du gaullisme. En un an les capitalistes ont du procéder à une sorte de contraction pour sauver la soi-disant « expansion dans la stabilité ». Plan de stabilisation, licenciements, réduction d'horaires, récession, tout cela amène une question : est-ce que la somme des récents événements survenus dans le domaine économique et social constitue l'annonce d'une grande crise économique prochaine ? La question n'est pas simple et l'optimisme d'Alfred Sauvy ne suffit pas pour y répondre.

Tout d'abord il faut remarquer qu'au cours de la dernière décennie le processus de concentration capitaliste a été incontestablement accéléré. Ces concentrations se sont faites sur deux plans national et international. Nationales, les concentrations qui s'effectuent autour de Pierrelatte et qui regroupent des firmes comme CSF, CGE, Ugine, Râteau, Schneider, Hispano-Suiza, CFTH, etc. ; nationales, les concentrations du type de Wendel-Sidelor, Usinor-Lorraine Escault ou Pechiney-St-Gobain. Mais de nationales qu'elles paraissent ces concentrations prennent un caractère international lorsqu'elles se font autour de groupes financiers parfaitement cosmopolites. D'après Tchernikov (1), des actifs d'un montant approximatif de 260 millions de NF sont contrôlés par une dizaine de groupes financiers dont : la Banque de Paris et des Pays-Bas (Pechiney-St-Gobain, soit 80 % de la production française d'aluminium), le groupe de Rothschild (transports, métaux non ferreux et gisements uranifères en Afrique), la banque Lazard (bâtiment, construction mécanique pour les transports, industrie de la laine), le groupe de Lorraine (80 % de la production d'acier). Si les machines et les usines ne se déplacent pas aisément, les capitaux financiers circulent à volonté et peuvent être convertis en dollars, en marks ou en moyens de production. Cette organisation en monopoles internationaux vise pour le moins deux objectifs : 1) réduire considérablement les frais de production et assurer des taux de profit éle-

EST-CE LA CRISE ?

vés ; 2) faire dépasser à l'économie française son caractère national qui devenait paralysant et la développer sur le plan plus vaste de l'Europe.

Ce n'est donc pas un hasard si les secteurs où la concentration a été la plus rapide ont traversé depuis quelques années une période de « boom ». C'est le cas des industries chimiques et électrotechniques. Voici quelques exemples concernant l'industrie électronique : ce secteur réalise 70 % de son chiffre d'affaires global pour la même période 1956 à 1960 est passé de 11,359 à 39,010 millions d'AF ; le chiffre d'affaires global pour la même période est passé de 142.400 à 330.000 millions d'anciens francs.

Dans l'industrie chimique les capitalisations boursières sont significatives : entre décembre 1958 et décembre 1961 elles sont passées de 2067 à 4287 millions de NF pour Rhône-Poulenc, de 1.350 à 3.403 millions de NF pour St-Gobain, de 1233 à 3336 millions de NF pour Air Liquide.

Il est certain qu'il n'en va pas ainsi pour tous les secteurs de l'industrie ; on tire la sonnette d'alarme dans la sidérurgie où la production est pratiquement stationnaire depuis 4 ans et les exportations sont en régression ; il est à signaler que les productions belge et allemande en acier sont en progression et que les prix français ont été augmentés.

Dans l'industrie aéronautique on tire également la sonnette d'alarme ; la fabrication d'hélicoptères et celle, en ralenti, des Caravelles constituent l'essentiel de l'activité du secteur civil de cette industrie qui vit bien plus des commandes militaires. D'après les estimations du IV^e Plan, les exportations de ce secteur de l'économie doivent baisser : de 110 milliards d'AF en

1960, elles tomberont à 45 milliards d'AF en 1965 soit une réduction de plus de la moitié.

Le cas de l'industrie automobile est tout à fait particulier. Ce secteur était considéré comme étant en « pointe ». Or, manifestement, il traverse depuis quelques temps une période de recul qui s'est encore accentué depuis le début 1964 (voir « l'Internationale » n° 25). Ce recul va sans doute créer des différends au niveau européen ; déjà des propos amers ont été lancés contre l'Italie qui a très nettement réduit ses importations de voitures françaises.

Une mention spéciale doit être faite pour la construction navale et les mines : la récession dans ces secteurs est déjà ancienne et il n'y a pas lieu de la confondre avec celle de la sidérurgie par exemple.

Il résulte de cette situation économique une évolution du marché de l'emploi qui n'est pas précisément favorable à la classe ouvrière ; en effet plusieurs facteurs interviennent dans ce domaine.

1) La récession dans certains secteurs soit l'arrêt de l'embauche ; les reconversions nécessaires se sont faites en petits nombres seulement créant, partiellement, un marché de l'emploi où les travailleurs sont demandeurs.

2) La décentralisation a donné lieu à des licenciements dans les centres urbains mais a fourni du travail en province, avec, et c'est important, un renforcement de l'exploitation de la main-d'œuvre.

3) La présence en France d'une main-d'œuvre étrangère relativement importante (2.600.000 travailleurs) intervient comme une concurrence sur le marché de l'emploi, concurrence organisée par le patronat qui joue sur la qualification pour justifier les bas salaires qu'il attribue aux travailleurs étrangers.

Ce vaste brassage de la main-d'œuvre par le triple jeu de la décentralisation, des reconversions et de l'introduction de travailleurs étrangers conduit la classe ouvrière à une position délicate sur le marché de l'emploi ; il ne serait pas sérieux de conclure à l'existence d'une grande armée de chômeurs en France ; mais il est pourtant vrai que le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a augmenté depuis les six derniers mois.

De cette trop brève description de la situation économique française peut-on conclure qu'elle est le prologue d'une crise grave et imminente ? Certainement pas : une récession en 1964, n'a rien à voir avec une crise de 1929. A l'ère du capitalisme monopoliste d'Etat, le gouvernement dispose de toute une série de moyens pour freiner l'évolution d'une récession vers une crise : par le jeu des marchés d'Etat il peut redonner vie à certains secteurs industriels, ce qui, par ailleurs, contribue à accélérer le processus inflationniste ; par un plan de stabilisation il tente d'enrayer l'inflation ; à l'égard de la classe ouvrière et plus spécialement des chômeurs, il dispose d'une partie des salaires non distribués qu'il donne sous forme d'allocations de chômage (ASSE-DIC) voire même sous celle de prestations familiales. Il est à noter par ailleurs, que la récession, si elle a touché le marché de l'emploi dans le secteur privé, est restée pratiquement sans effet pour le secteur public, qui lui, embauche encore du personnel.

Enfin, il est fort probable qu'une crise grave en France serait précédée par des frictions de plus en plus importantes au sein du Marché commun. Des luttes d'intérêts entre les divers trusts européens auront certainement lieu qui viseront à sauver l'ensemble des intérêts de la haute bourgeoisie sur un plan international tout en évitant que la crise dans un pays ait des effets graves sur les autres.

Antoine VALLON.

(1) Voir *Economie et Politique*, septembre 1964.

"L'Express" déraile

Jean-Jacques Servan-Schreiber a donc mené à bonne fin son opération. Il a créé à grand fracas publicitaire son petit « Paris-Match » à l'usage de l'homme moderne qui n'a pas le temps, ni le goût de lire — surtout des articles politiques — en encore moins de penser. J.J.S.S. a monté une entreprise du dernier cri qui produira un hachis d'informations politiques présélectionnées, préordonnées, préorientées et prémastiquées. Cette marchandise en relief et en couleurs ne salit pas les mains, ce qui est essentiel, et ne déforme pas les poches.

L'invention de J.J.S.S. est appelée à révolutionner la France. Elle contribue à coup sûr à dépolitiser les lecteurs du « Nouvel Express », à les américaniser dans le plus mauvais sens du terme.

J.J.S.S. est un « public relations » hors classe. Il est dommage pour son avenir qu'il ne puisse s'empêcher de sous-estimer jusqu'à l'excès sa clientèle. Tout un chacun est au courant des efforts démesurés qu'il a déployés pour la seule satisfaction et le seul bonheur de ses lecteurs. L'ennui c'est que de tout ce remue-ménage, de toute cette affaire se dégage une horrible odeur de gros sous. Que de capitaux engagés pour l'amour désintéressé du lecteur !

Le modernisme a bon dos. Il sert de couverture dans ce cas précis à un affairisme très concret et à un courant néo-capitaliste qui aspire à prendre la relève du gaullisme. Ce qui compte pour l'instant, c'est la vente du plus gros tonnage de papier, c'est la recherche maximum du profit. Pauvre « Nouvel Express » !

Branle-bas de combat

(suite de la page 1)

rassembler, groupant les radicaux, les U.D.S.R., la fraction « moderniste » de la S.F.I.O. et la droite du P.S.U. Une telle formation aurait un avantage ; elle clarifierait la situation et dissiperait le mythe du socialisme de certains hommes et groupes. Mais sans doute est-ce là même le principal obstacle à ce que ce parti se forme : Un Gérard Jacquet ou un Serge Mallet sont conscients de ce risque.

Aussi un autre regroupement est-il rêvé, un pas plus à gauche et qui satisferait peut-être toute la « famille socialiste » : celui d'une grande formation socialiste réformatrice rajeunie par le sang frais d'un P.C.F. libéré de ses derniers camouflages communistes et rallié à la politique du Testament Togliatti. Mais là encore, la logique de ce rêve (qui n'est pas fait qu'à la S.F.I.O. et dans le P.S.U.) et les avantages de cette solution sont plus que contrebalancés par le prestige de l'étiquette communiste auprès de la grande masse des travailleurs et par le danger d'un troisième regroupement, bien plus naturel : celui d'un parti communiste digne de ce nom. De la gauche du P.S.U. jusqu'à notre propre mouvement, en passant par les forces considérables de tout ce qui est sincèrement communiste au sein du P.C.F., de nombreux groupes et courants — sans parler des aspirations non organisées — attendent un progrès comme issue des liens d'inféodation à la bureaucratie soviétique, une décomposition de l'appareil thorezien, une expression de plus en plus forte des réels intérêts prolétariens, une utilisation positive des arguments théoriques et de fait que fournissent la discussion mondiale et les succès de la révolution. Ce dernier regroupement lui non plus ne se fera pas en un jour. Mais des luttes se préparent qui le favoriseront et le nourriront. Les militants doivent avoir les yeux fixés sur cet objectif et agir en fonction de lui.

Car de Gaulle ne sera pas renversé par des combinaisons électorales. Les élections présidentielles ne seraient un élément important de la lutte de classes que si un candidat des partis ouvriers et des syn-

dicats, au travers d'une campagne menée énergiquement sur un programme de classe sans équivoque, suscitait un mouvement de masses du type de celui de 1936, qui entraînerait toutes les catégories mécontentes, et en particulier les paysans pauvres dont la colère est actuellement canalisée, usée et dispersée sans trouver le chemin de l'alliance avec l'opposition des travailleurs des villes.

L'amorce d'une telle solution n'apparaît pas. Au lieu de s'engager dans cette voie simple, le P.C.F. oscille entre deux attitudes contradictoires, mais également négatives, car la seconde n'est que la conséquence de la première. L'une consiste à partir de son programme de « démocratie renouée », déjà sans mordant, de le rogner encore, à la demande, par « esprit de concession », à la seule condition qu'une variante de Defferre lève l'exclusive anti-communiste, ce qui mène à devenir la force d'appoint de l'opposition bourgeoise, dite « démocratique ». La seconde attitude, qui semble bien avoir été la ligne Thorez, jugeant plus important que tout la politique gaulliste de bons rapports avec l'Est et de tension avec les Etats-Unis, joue de la phrase gauche pour justifier l'isolement où la laissera le refus de l'opposition bourgeoise de collaborer avec le Parti communiste en dépit de toutes ses concessions programmatiques.

Même si la première attitude était couronnée de succès elle n'assurerait pas la victoire du candidat des « non » (ceci dit pour les partisans du moindre mal et des « étapes » qui seraient tentées de la préférence) ; les deux ne pourront engendrer que de la démoralisation dans les rangs des militants et renforcer la fameuse apathie.

A l'inverse, la lutte pour un regroupement autour d'un programme de lutte sur des objectifs clairs et unificateurs écarterait sans doute les états-majors (le plus souvent sans troupes) et ne transformerait pas le rapport des forces en un tour de main, mais commencerait le grand rassemblement des forces sociales qui, seul, peut détruire la dictature gaulliste, si ce n'est à l'occasion des élections présidentielles

(trop proches) en tout cas dans de brefs délais.

Ce n'est pas une telle politique qui est sortie de la réunion du Comité central du P.C.F., les 10 et 11 octobre, c'est une réaffirmation du compromis hésitant entre les deux lignes fausses, et l'on ne pouvait rien attendre de ces dirigeants figés ; mais les militants révolutionnaires, et en particulier ceux du P.C.F., ont maintenant des moyens, tels qu'ils n'en ont jamais eus dans le passé, de faire progresser — et à la longue d'imposer — une politique nouvelle attendue dans un parti qui en a soif parce que son aridité politique est saharienne.

M. DERVAL.

" Littérature et Révolution "

Maurice Nadeau, dans sa collection *Dossiers des Lettres Nouvelles* qui paraît chez Julliard, publie un livre de Léon Trotsky : « Littérature et Révolution ». Cet ouvrage d'un des chefs de file de la Révolution d'Octobre, publié en Russie en 1924 est resté inédit en France jusqu'à aujourd'hui. Trotsky y parle des grands auteurs de la littérature russe, en analyse les tendances, les écoles et brosse les portraits d'écrivains comme Blok, Maïakovski, Pilniak, Essénine, etc.

(Communiqué)